

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

16 mars 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

**Document de travail présenté par l'Australie, l'Autriche,
le Canada, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande,
la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et la Suède
(Groupe des dix de Vienne)**

Points clefs

- L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est d'une extrême urgence.
- Tous les États qui ne l'ont pas encore fait devraient sans tarder signer et/ou ratifier le Traité, notamment les huit États mentionnés dans l'annexe 2 dont l'action est nécessaire à l'entrée en vigueur du Traité.
- Dans l'attente de l'entrée en vigueur du Traité, tous les États devraient s'abstenir d'entreprendre toute action contraire à son objet et à son but.
- Les moratoires actuellement en vigueur sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires ou sur tout autre type d'explosion nucléaire doivent être maintenus en attendant l'entrée en vigueur du Traité.
- L'utilisation à des fins civiles des données issues du système de surveillance international du Traité devrait être encouragée, notamment dans le contexte de catastrophes naturelles ou d'autres situations d'urgence.
- Les États signataires du Traité devraient appuyer le travail du Secrétariat technique provisoire, en lui fournissant les ressources et le soutien politique nécessaires, ainsi que les compétences d'experts pertinentes; ils devraient également n'épargner aucun effort pour s'assurer que les aspects techniques du travail de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) continuent de progresser de façon satisfaisante et qu'ils n'entravent pas les avancées politiques visant à permettre l'entrée en vigueur du Traité.



Document de travail sur la mise en œuvre du Plan d'action

1. Le Groupe des dix de Vienne est convaincu que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires constitue une mesure efficace en vue du désarmement nucléaire et de la non-prolifération nucléaire sous tous ses aspects et qu'il est nécessaire au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Le Traité d'interdiction faisait partie intégrante de la décision prise en 1995 de prolonger indéfiniment la validité du Traité sur la non-prolifération. C'est pourquoi le Groupe souligne que l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction est d'une extrême urgence et rappelle que les conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 et 2010 ont réaffirmé que l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction était vitale et que le Plan d'action issu de la Conférence de 2010 insiste lui aussi sur la détermination des États parties au TNP à atteindre cet objectif. Le Groupe réaffirme que les dispositions de l'article V du TNP doivent être interprétées à la lumière du Traité d'interdiction.

2. Il réaffirme également que le Traité d'interdiction vise à limiter la production et l'amélioration technique d'armes nucléaires, et à lutter contre la prolifération nucléaire, qu'elle soit horizontale ou verticale. Le Groupe craint que la mise au point de tout nouveau type d'armes nucléaires ne débouche sur la reprise des essais nucléaires et sur un abaissement du seuil nucléaire. Il appelle tous les États à s'abstenir d'entreprendre toute action contraire à l'objet et au but du Traité avant son entrée en vigueur. Les essais nucléaires réalisés par la République populaire démocratique de Corée les 9 octobre 2006 et 25 mai 2009, condamnés par la communauté internationale, ont de nouveau souligné la nécessité d'un système international de surveillance et de vérification universel et efficace pour détecter les explosions nucléaires et permettre l'entrée en vigueur du Traité.

3. Le Groupe de Vienne souligne que les moratoires actuellement en vigueur sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires ou sur tout autre type d'explosion nucléaire doivent être maintenus en attendant l'entrée en vigueur du Traité. Il signale toutefois que ces moratoires ne peuvent servir de substituts à la ratification du Traité et que seule l'entrée en vigueur de celui-ci permettra à la communauté mondiale de disposer d'un système permanent, non discriminatoire et juridiquement contraignant susceptible de mettre un terme aux essais d'armes nucléaires et à tous les autres types d'explosions nucléaires.

4. Le Groupe de Vienne constate avec inquiétude que plus de 15 ans après son ouverture à la signature, le Traité n'est toujours pas entré en vigueur. Il se félicite malgré tout vivement des progrès continus accomplis au niveau des ratifications et de tous les efforts déployés à cette fin; il accueille avec une satisfaction toute particulière la ratification de l'Indonésie, premier État figurant sur la liste de l'annexe 2 à avoir ratifié le Traité depuis 2008. Le Traité a maintenant été signé par 182 États et ratifié par 157, parmi lesquels 36 États dont la ratification est nécessaire pour l'entrée en vigueur du Traité. Le Groupe appelle de nouveau tous les États qui ne l'ont pas encore fait, et en particulier les huit États mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 2, à signer et/ou ratifier immédiatement le Traité, et à reconnaître l'importance de ce traité pour la sécurité régionale et internationale.

5. La septième conférence organisée en application de l'article XIV, qui s'est tenue à New York en septembre 2011, année de la célébration du quinzième anniversaire du Traité, a confirmé le maintien de l'engagement de la communauté internationale vis-à-vis du Traité et souligné combien il importait qu'il entre en

vigueur le plus tôt possible; c'est aussi l'avis du Conseil de sécurité, comme il l'a exprimé dans sa résolution 1887 (2009). Le Groupe reconnaît le rôle joué par les conférences organisées en application de l'article XIV, dans la promotion de l'entrée en vigueur du Traité et de son universalisation. Il encourage le recours à ce mécanisme et à d'autres, y compris des activités d'information et des initiatives de renforcement des capacités, aux fins de la promotion du Traité.

6. Le Groupe est convaincu des bénéfices qu'il est possible de tirer d'une large campagne en faveur de nouvelles ratifications du Traité. Il incite vivement tous les États, et en particulier ceux ayant récemment ratifié celui-ci, à engager un dialogue avec des États ne l'ayant pas encore fait, à partager leurs expériences en la matière et à encourager de nouvelles ratifications.

7. Le Groupe soutient les idées et les initiatives qui visent à accroître la participation des gouvernements, des scientifiques et des institutions scientifiques nationales, comme la conférence sur le thème « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires : science et technologie en 2011 », et constituent un moyen utile de susciter un plus large soutien au Traité au niveau national et de maintenir les niveaux d'expertise et d'investissement nécessaires aux procédures de vérification. Le Groupe encourage également l'utilisation à des fins civiles des données issues du système de surveillance international du Traité, notamment dans le contexte de catastrophes naturelles ou d'autres situations d'urgence. Le Groupe constate que ce système a démontré son efficacité lors des événements tragiques de Fukushima, en fournissant des informations aux systèmes d'alerte au séisme et au tsunami ainsi qu'en permettant de suivre la dispersion des radionucléides libérés lors de l'accident. Le Groupe se félicite du renforcement de la coopération avec d'autres organisations internationales dans ce domaine.

8. Le Groupe salue par ailleurs les progrès accomplis par la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en ce qui concerne la conception du système destiné à vérifier le respect du Traité à compter de son entrée en vigueur. L'objectif de ce travail devrait être l'instauration d'un système de vérification efficace, fiable, participatif et non discriminatoire à l'échelle mondiale. Toutes les composantes essentielles du système de vérification, y compris la capacité de mener une inspection sur place, doivent être opérationnelles au moment de l'entrée en vigueur du Traité. Le Groupe se félicite du projet de la Commission préparatoire de réaliser une inspection expérimentale intégrée en 2014 afin de contribuer à l'élaboration, à la mise à l'essai et à l'affinage des procédures et outils permettant de mener des inspections sur place et de permettre aux inspecteurs d'acquérir une expérience pratique.

9. Afin de permettre au Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire d'exécuter son mandat, le Groupe appelle les États signataires à appuyer le travail de cette entité en lui fournissant les ressources et le soutien politique nécessaires, ainsi que les compétences d'experts pertinentes et à n'épargner aucun effort pour s'assurer que les aspects techniques du travail de l'OTICE continuent à progresser de façon satisfaisante et qu'ils n'entravent pas les avancées politiques visant à permettre l'entrée en vigueur du Traité.